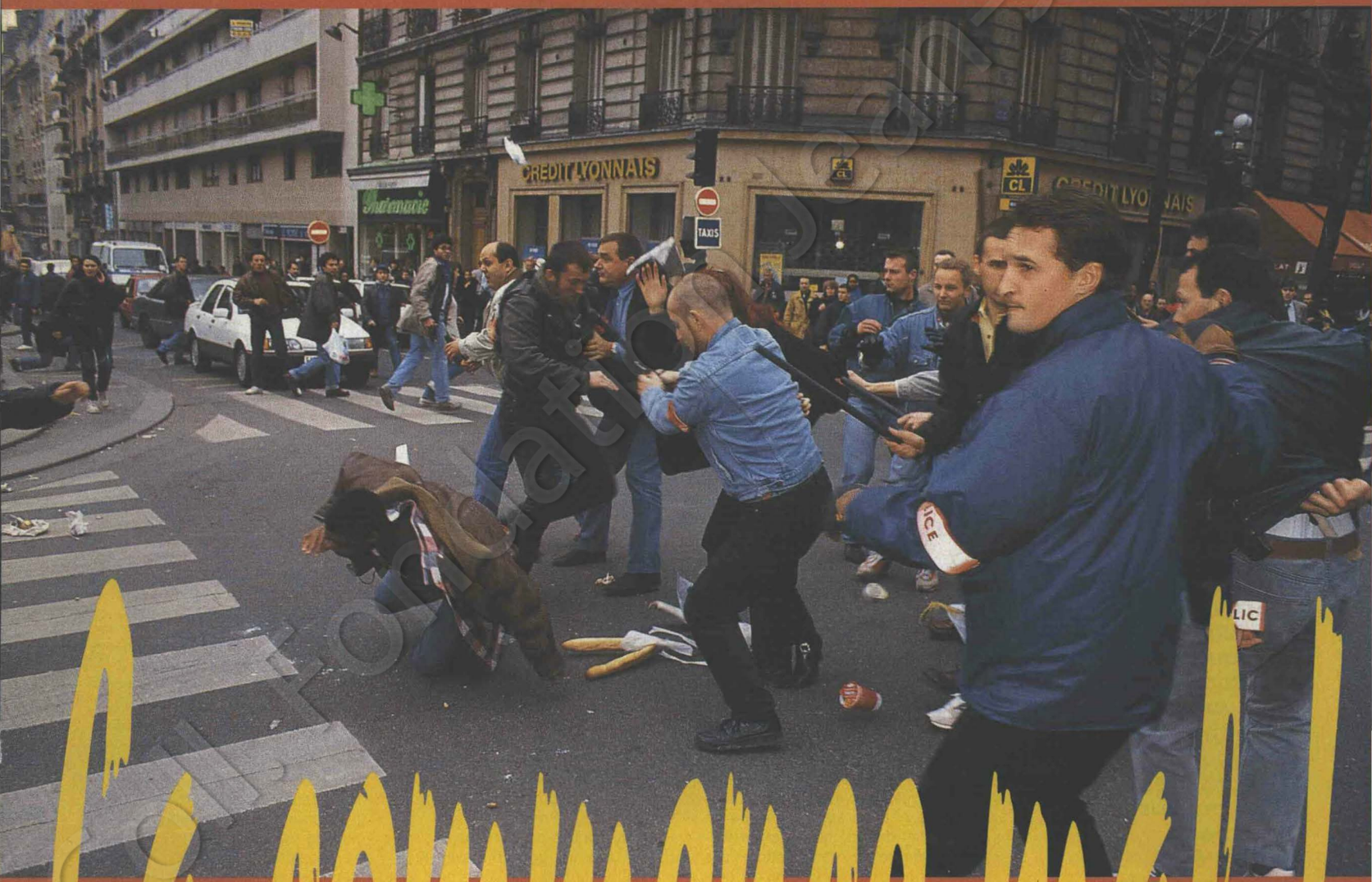
Vendredi

L'hebdomadaire des Socialistes

Cinquième année
- N° 184 -
Vendredi
16 avril 1993
ISSN 0995-0583
Prix 6,50 F



Ça commence mal !

Votre courrier

Comme la semaine dernière, nous consacrons quatre pages de ce numéro de "Vendredi" à la publication des lettres que vous nous adressez, chaque jour, par dizaines. Elles nourrissent le débat qui va être la grande affaire du Parti socialiste jusqu'aux Etats généraux. Ecrivez-nous, parlez-nous, parlons-nous (joignez une bande-adresse).

GERMINAL

N'aurions-nous plus confiance en nous-mêmes ? L'expression, souvent prolixe, des militants, a le goût de l'amertume et du désarroi. Alors, vidons nos sacs et regardons-nous sans verbiage ni masochisme.
Aurions-nous peur d'un néant structurel ? Les valeurs que nous partageons ne sont-elles pas plus fortes que le Parti auquel nous adhérons ?
La sanction qui nous afflige n'est pas pour nos valeurs, nos idées ont fait leur chemin et divisent souvent la droite. Toutefois, une image moribonde nous colle à la peau. Affaires, carriérisme, avidité du pouvoir, nous ne nous reconnaissons plus dans un fruit flétri par des hommes d'appareil. Faut-il leur en vouloir ? Nous les avons laissé faire...
Ayons confiance, regardons au fond de nous les valeurs qui s'y trouvent... et nous n'aurons plus peur que le fruit pourrisse, car les graines qu'il renferme germeront à nouveau.

PASCAL BOURRÉ
Sotteville-lès-Rouen (76).

LES LEMMINGS

Périodiquement, et sans qu'on sache vraiment pourquoi, les lemmings, petits rongeurs de Scandinavie, se précipitent tous ensemble dans la mer dans un immense suicide collectif.
Ainsi ont fait les socialistes.
Ce n'est pas la droite qui a abattu le PS, non, c'est le PS lui-même.
Après la débacle des législatives de mars 1993, les militants avaient besoin de réconfort et d'espoir. Le triste spectacle retransmis par la télévision, en ce samedi soir, de la Maison de la chimie, aura achevé de nous écœurer. Je suggère qu'on grave au-dessus de la porte du 10 rue de Solferino le célèbre vers de Dante, dans "La Divine Comédie" : "Comment ? Le PS n'est plus qu'un tas de ruines fumantes et la guerre des chefs reprend de plus belle ! On dirait deux chauves qui se battent pour un peigne."
Ce qui m'irrite et me désespère et dégoûte l'ensemble des Français de la vie politique, c'est que tous les politiciens, de gauche aussi bien que de droite, sont des énarques, des technocrates habitués aux lambris dorés des palais nationaux et aux voitures de fonction à cocarde, mais totalement étrangers aux réalités de la vie du peuple.
Dans mon département du Val-d'Oise, il y avait, avant mars 1993, six députés de gauche. Tous, des hommes et une femme de grande valeur (je les connais personnellement).
Il n'en reste plus un seul. Tous ont été battus. La droite a remporté le grand chelem. Il serait intéressant de se demander pourquoi.
Si les socialistes ont perdu la confiance des électeurs français, c'est parce qu'ils n'ont pas apporté de réponses satisfaisantes aux trois questions qui préoccupent le plus nos compatriotes : le chômage, l'immigration, la délinquance et l'insécurité.

PATRICK BOURRIQUET
Garges-lès-Gonesse (95).

90 ANS

J'ai près de 90 ans. Issu d'une famille de travailleurs, j'ai de bonne heure appris ce qu'était le socialisme. Dès après la mort de Jaurès (qui doit remuer dans sa tombe), c'est la guerre de 1914. Mon père, comme tant d'autres, est mobilisé et blessé. Je suis alors l'aîné de quatre enfants. J'ai onze ans, je dois quitter l'école pour travailler et aider ma famille, les primes d'allocation sont très justes. Il faut vivre avec peu. Quatre ans, grippe espagnole, restrictions, etc. La guerre dure toujours.
J'adhère, en 1927, à la SFIO. Puis vint 1936, le Front populaire, avec tout ce qui suit : congés payés, semaine de 40 heures et conventions collectives, etc. A l'époque, un syndicat, la CGT, dirigée par Léon Jouhaux. Cela allait déjà mieux, car les journées étaient longues, puisque, dans l'agriculture, la journée s'étendait du soleil levant au soleil couchant. Donc, à ce moment-là, les partis de gauche avaient bien travaillé. Pourquoi pas maintenant ?
1920, dislocation ! Communistes et socialistes séparés. Ensuite, PSU puis PS, où je suis toujours militant, jusqu'en 1990, où j'ai quitté les meubles, mais suis toujours dans les murs. Je n'ai pas changé mes idées, contrairement à bon nombre de nos camarades, déçus de voir plusieurs partis dans le Parti, ou de voir que nos dirigeants n'ont pas pu ou pas su faire leur boulot, même s'ils reconnaissent qu'il s'est quand même fait de belles choses. Mais les faits sont là ! Et il faut réagir. Il faut redonner confiance au peuple et rassembler toutes les forces de gauche et de progrès car nous devons nous méfier de la droite, qui sera toujours la droite, nous nous en apercevrons sous peu.
J'ai peur pour la laïcité, l'école de la République. Pourquoi 30% de Français n'ont-ils pas voté aux législatives ? La droite gouverne avec 40%, mais 50% sont contre. Alors que nos anciens ont tant bataillé pour le vote secret au suffrage universel !
Je ne peux m'empêcher d'avoir une pensée pour François Mitterrand qui, lui, a beaucoup de mérite devant l'adversité. Il faut qu'il ait le cœur bien accroché pour se maintenir à la place qu'il occupe qui, quoi qu'on en dise, doit être dure et difficile.

EDWARD LIBRA
Vauvert (30).

19 ANS

C'est un jeune militant qui prend aujourd'hui la plume pour vous écrire, profondément désabusé que je suis après les événements de ce week-end. J'ai dix-neuf ans et ai adhéré au Parti socialiste il y a deux ans. Mais j'avoue qu'après la colère qui m'a pris samedi soir, lorsque j'ai allumé mon poste de radio, j'ai pensé un moment déchirer ma carte. Si je ne l'ai pas fait, c'est sans doute parce que je crois profondément en ce Parti et que j'espère encore beaucoup de lui. Permettez-moi de vous dire que le spectacle que vous avez offert aux Français ce week-end est un spectacle lamentable et profondément inutile : certes ces dernières élections ont été un cinglant échec et une réponse devait y être apportée. Mais je pense au contraire que, au sein du Parti, la première réponse qui s'imposait était l'unité : ce n'est qu'en se groupant que l'Internationale pourra, demain, redevenir le genre humain, comme le dit si bien le fameux chant. Alors, chers Michel, Laurent, Lionel... je me permets de vous lancer un appel : unissez-vous et, par pitié, cessez vos querelles de personnes, largement déplacées aujourd'hui. Vous êtes tous les fils d'un même idéal et, au lieu de concevoir la politique comme une lutte fratricide entre courants, employez plutôt toute votre énergie à faire triompher à nouveau cet idéal dans notre pays qui en a tant besoin et ce, dès 1995. Je n'ai nullement envie, et je pense ne pas être le seul, de vivre trente ans de pouvoir exercé par la droite, sans partage.

PHILIPPE COSNAY
Nanterre (92).

AU VESTIAIRE !

Un lecteur corse écrivait récemment dans la rubrique "courrier" : "Comment peut-on, quand on gagne sa vie avec ses mains, voter à droite ?". Aussi, j'ai envie de dire à vos responsables du PS : Comment peut-on, quand on a subi un tel échec, s'entredévorer ainsi ? Comment peut-on se moquer des militants, des sympathisants, de tous ces gens qui mettent leurs espoirs dans la gauche, simplement pour mettre en avant son orgueil et sa vanité ?
Messieurs, dans l'instant, il importe de reconstruire un parti, un parti qui nous permette d'espérer, de garder la tête haute, et de porter haut les valeurs auxquelles nous croyons. Alors, laissez au vestiaire vos ambitions et, tous ensemble, travaillons pour rebâtir la maison commune.

BERNARD SEUTIN
Nanterre (92).

Courrier des lecteurs, suite page 12...

Vendredi
10, rue de Solferino 75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174 ; Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57
TELEPHONE : *pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56...(précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom*

DIRECTION
Directeur de la publication : Jean-Jack Queyranne
Comité de direction : Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Arnaud Massip, Pierre Moscovici, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

REDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction : Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal de la rédaction : Jacques Goubin (78.82)

Politique : Jean-Pierre Bedeï (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International : Ghislaine Toutain (77.92)
Actuelles : Françoise Lorrain (78.55)
Secr. de rédaction : Vanda Gervasio (78.61)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Infographie : Jean-Pierre Pécau (77.92)
Réalisation : Sandrine Girard (78.92) Taoufik Khatib (78.54)
Révision : Jean-François Gantois (78.53)
Photo : Pascal Lebrun, Josette Serreau (78.53)

ADMINISTRATION, GESTION
Madeleine Darbel (78.44)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS
Marie-Reine Jost (78.57)
Marie-Lou Le Bras (78.56), Sabine Sebah (78.79)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 42.21.40.90

FABRICATION
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers

N° Commission paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

CREDITS PHOTOS
R. Rat / Imapress (couv.) ; Sherbell / Saba-Rea (p. 10) ; P. Junquera / Cover / Gamma (p. 11) ; S. Boiton / D.R. (p. 16) ; autres P.L.

Ce numéro a été tiré à 148.000 ex.

CETTE SEMAINE

2 *Courrier*

POLITIQUE INTERIEURE



4 *Michel Rocard : "Il faut retrouver le militantisme de proximité"*
6 *Appel pour la tenue des Etats généraux*
7 *Balladur : main de fer dans gant de velours*
8 *François Bayrou : mauvais début*
9 *Bavures : la droite est de retour*

POLITIQUE INTERNATIONALE

10 *Le sommet des sept à Tokyo : le monde au chevet de la Russie*
11 • *L'Espagne aux urnes le 6 juin : le coup de poker de Felipe Gonzalez*
• *Bosnie-Herzégovine : une opération tardive et symbolique*

INVITE

15 *Marc Augé*

▶ *Bavures (p. 9).*



NOUVEL ORGANIGRAMME DU PS

MEMBRES DE LA DIRECTION NATIONALE

- *Administration, finances, personnel :* Pierre Moscovici.
- *Relations extérieures :* Jean-Christophe Cambadélis.
- *Programme, études, Etats généraux :* Jean-Paul Huchon.
- *Etats généraux :* Jean-Luc Mélenchon.
- *Fédérations :* Daniel Vaillant.
- *Education et recherche :* Monique Ben Guiga.
- *Ecodéveloppement et collectivités locales :* Bernard Poignant.
- *Information interne et communication :* Manuel Valls.
- *Porte-parole :* Jean Glavany.

RESPONSABLES DE SECTEUR

- *Formation :* Gérard Lindeperg.
- *Relations internationales et affaires européennes :* Gérard Fuchs.
- *Programme et études :* Michel Charzat.
- *Entreprises et problèmes de l'emploi :* Michel Debout.
- *Pays en voie de développement :* Gérard Collomb.
- *Elections et études d'opinion :* Alain Richard, avec Gérard Le Gall, Gérard Grunberg *(études politiques).*
- *Aménagement du territoire et service public :* Jean Germain.
- *Action humanitaire :* Gisèle Stievenard.
- *Affaires sociales :* Jean-Claude Boulard.
- *Droits de l'homme, lutte contre le racisme, intégration :* Claire Dufour.
- *Sports :* François Bernardini.
- *Ville :* Jean-Pierre Balligand.
- *Commission d'histoire du PS :* Louis Mexandeau.
- *Agriculture :* Georges Garot.
- *Nouveaux adhérents-sympathisants :* Gilbert Estève.
- *Culture :* François Geindre.
- *"Vendredi-Idées" :* Henri Weber et Alain Bergounioux.
- *Directeur de "Vendredi" :* Jean-Jack Queyranne.
- *Jeunesse :* Benoît Hamon (secrétaire général du MJS).

Claude Estier

8 avril

Il est fréquent qu'un nouvel arrivant au pouvoir tente de s'illustrer par une formule destinée à frapper l'opinion. On se souvient, entre autres, de la "nouvelle frontière" de John Kennedy ou de la "nouvelle société" de Jacques Chaban-Delmas qui tourna court, en dépit de ses bonnes intentions. Edouard Balladur, qui a eu le temps de se préparer à l'épreuve qu'il affronte aujourd'hui, a choisi un slogan à la fois plus modeste et plus ambitieux, le "nouvel exemple français", dont il reste à définir le contenu. Car, dans son discours de deux heures, prononcé sur le ton modéré qui sied à son personnage, le premier ministre n'a guère fait preuve d'innovation sur les grandes questions où il était attendu. Thierry Bréhier soulignera dans "Le Monde" que ses propositions "ne paraissent guère en rupture avec les dernières années de la gestion socialiste" et que "sur bien des sujets, au contraire, le nouveau premier ministre paraît même, quoi qu'il en dise, partager l'analyse de son prédécesseur." Sur le chômage, par exemple, la prudence dont il a fait preuve en renvoyant à l'année prochaine une éventuelle inversion de la courbe, qui ne serait d'ailleurs que la première étape d'une "loi quiquennale", suffit à démentir l'argumentation ressassée par la droite pendant la campagne électorale selon laquelle le chômage serait un mal que la France devrait aux socialistes. Edouard Balladur a prononcé souvent l'expression "il faut". Comme il ne croit pas aux miracles (pour qui ?), et comme, à l'inverse de son ami Jacques Chirac, il n'est pas un homme pressé, il entend bien prendre son temps. Ce qui, j'imagine, ne manquera pas bientôt d'agacer les plus impatients de ceux qui, aujourd'hui, sont unanimes à l'applaudir.

9 avril

Le baromètre SOFRES du "Figaro-Magazine" confirme le sondage BVA de "Paris-Match" en créditant François Mitterrand d'une progression de huit points en un mois dans la confiance que lui font les Français (39% pour le premier, 41% pour le second). Le "Figaro-Magazine" en voit la cause dans le fait qu'on lui sait gré d'avoir choisi Edouard Balladur comme premier ministre. Cette remontée dans l'opinion me paraît avoir aussi une autre raison : face au raz-de-marée de la droite à l'Assemblée nationale, et compte tenu des difficultés actuelles du Parti socialiste, les Français ne sont sans doute pas fâchés qu'il y ait un contre-poids à l'Elysée.

13 avril

Est-ce pure coïncidence si, dans la semaine qui a suivi le retour de Charles Pasqua au ministère de l'Intérieur, trois policiers, à Paris, à Chambéry, à Wattrelos, se sont rendus coupables de bavures mortelles qui ressemblent plus à des meurtres qu'à des accidents ? Ce retour n'a-t-il pas précisément encouragé des policiers déjà peu enclins à l'indulgence envers de jeunes délinquants dont le faciès ne leur revient pas ? Je ne fais pas ici un procès d'intention à Charles Pasqua. Je lui donne même acte qu'il a réagi avec rapidité et fermeté. Mais il ne suffit pas de dire qu'il a trouvé une "police démotivée, mal encadrée et mal commandée". Peut-être faut-il aussi réfléchir à ce qui arrive lorsqu'on lâche la bride à certains agents de l'ordre qui ont tendance à épouser le slogan du Front national : "insécurité = immigration".

10 avril

Le Parti socialiste espagnol est atteint du même mal que le PS français : usure du pouvoir, divisions en son sein, affaires qui atteignent certains de ses membres, chômage croissant, etc. En décidant d'organiser des élections anticipées, Felipe Gonzalez, premier ministre depuis plus de dix ans, sait qu'il joue à quitte ou double. Mais attendre davantage l'aurait certainement conduit à perdre le pouvoir au profit d'une droite conservatrice et revancharde. S'il sait resserrer les rangs, le PSOE peut encore gagner, mais il n'aura plus les mains libres, comme c'était le cas depuis 1982.

Michel Rocard : "Il faut retrouver le militantisme de proximité."

Le président de la direction provisoire fait le point sur la reconstruction du PS et de la gauche et répond au discours de Balladur.



Comment appéciez-vous les réactions suscitées par le comité directeur du 3 avril dans certaines fédérations et dans les groupes parlementaires ?
Michel Rocard. Comme des réactions en partie compréhensibles. Nous avons vécu une crispation interne, elle a amené la mise en place d'une direction provisoire. Nous n'étions pas entrés dans cette réunion avec cette intention. Moi-même, je devais partir le lendemain pour Montréal afin de participer à une conférence ! Une direction nationale est en charge des affaires du Parti. Provisoire et improvisée, elle ne répond pas à la description des structures de la direction telle qu'elle est prévue par nos statuts. Il n'en est pas moins de la compétence du comité directeur de mettre en place la direction. Quelques mots excessifs ont été prononcés alors que la séance avait été d'une très inhabituelle dignité. Ils laissaient penser que la légitimité et la légalité de cette procédure étaient contestables. Ce n'est pas le cas. Les grands organes extérieurs du Parti, les trois groupes parlementaires et la FNESR ont confirmé que les structures du Parti continuaient à fonctionner. Je suis invité à assister à une séance du groupe parlementaire sénatorial. Une lettre de Claude Cheysson, président de la partie française du groupe socialiste au Parlement européen, affirme que ce débat ne saurait changer la nature des relations entre le groupe et le Parti. Martin Malvy, président du groupe socialiste à l'Assemblée, qui a prononcé un très bon discours pour répondre à Edouard Balladur, a bien établi qu'il ne saurait y avoir de dysfonctionnement dans le groupe du fait de ce qui s'était passé au comité directeur. Des fédérations ont manifesté des inquiétudes compréhensibles. Celles du Nord et du Pas-de-Calais sont en attente de la suite mais très désireuses que le processus des Etats généraux soit mené à bien. Leur manière de les enclencher correspond au mandat que nous avons reçu pour les conduire. Il nous reste à voir comment seront connectés un peu plus tard les Etats généraux départementaux ou régionaux avec les nationaux. Une seule fédération, l'Isère, a pris une décision collégiale de mise en retrait du fonctionnement. Nous en parlerons avec ces camarades. Les plus inquiets des militants demandent des garanties sur l'organisation des Etats généraux. Je tiens à leur dire que tout est ouvert, sauf la mise en cause de la décison du comité directeur.

PRESERVER LA CAPACITE DE CONDUIRE LE DEBAT EN DEHORS DES COURANTS

Que pensez-vous de l'appel de Pierre Mauroy et d'une douzaine de responsables socialistes qui souhaitent une commission représentative de l'ensemble du Parti pour préparer les Etats généraux ?
Je souhaite que nous en discutions, mais pas essentiellement par voie de presse. Cela donnerait l'impression d'un approfondissement du conflit, inutile puisque l'intention est de le réduire. Il reste une ambiguïté dans ce document sur la reconnaissance des décisisons du comité directeur. En ce qui concerne les conditions de préparation des Etats généraux, je suis à la disposition de mes camarades pour en discuter. L'essentiel est de préserver la capacité de conduire le débat en dehors des courants, donc en dehors de tout verrouillage, en faisant partir le processus depuis les sections et en l'ouvrant le plus largement possible à l'extérieur : à la mouvance syndicale, associative, et à ceux qui nous ont quittés. Le réveil de la gauche ne se



fera pas sans tous ces gens-là. Nous devons réfléchir sur notre bilan, sur les raisons qui nous ont amenés à la situation actuelle et sur notre identité.
Qu'est-ce qu'être socialiste aujourd'hui ? Nous devons répondre à cette question à travers trois prismes : notre vision du monde et de notre société, nos alliances et notre pratique militante. Nous sommes devenus un parti très introverti. Nos réunions de section sont trop exclusivement centrées sur la désignation de nos candidats pour les échéances électorales, sur les débats internes, et pas assez sur la prise en charge de la transformation sociale, nécessaire jusque dans les comportements individuels. Dans les grands partis sociaux-démocrates, la prise en charge des familles en difficultés, de la prévention de la délinquance, du sida, de l'insertion, sont des tâches prises en compte par les structures locales de ces organisations politiques. Nous avons perdu ce militantisme de proximité, il faut savoir le retrouver. Mais cela prendra du temps.

Mais la France n'a jamais eu cette tradition...
C'est exact. Il faudra justement que notre parti l'invente. Il est appauvri de son impuissance d'enracinement social. C'est cela qui fait la différence entre un parti de transformation sociale -car nous restons un parti de transformation sociale- et un parti démocrate à l'américaine, simple fédération de comités électoraux, qui est également contraire à notre tradition, au point que nous ne voulons pas en entendre parler, et avec raison.
Une section socialiste doit être le rassemblement des agents locaux des forces de transformation sociale, qui font de la création d'emplois, du dynamisme, de la discussion des plans d'urbanisme en même temps que de la coordination du travail social. J'ai été formé dans les écoles d'été de l'Internationale socialiste et j'y ai appris cela. C'est la bonne piste. Il est clair que nous mettrons des années à réaliser la reconstruction qui est devant nous. C'est pourquoi les Etats généraux des socialistes ne sont qu'une étape fondamentale mais courte et insuffisante. Nous aurons à finir ce travail stratégique et d'organisation au-delà des Etats généraux.

L'organisation de ces Etats généraux ne risque-t-elle pas de se heurter à la triviale mais réelle difficulté des cartes des participants toujours propices à des marchandages ou à des manipulations ?
Les règles d'organisation de ces Etats généraux seront fixées par le comité directeur du 24 avril. Elles ne seront établies, en termes de propositions, par la direction provisoire, qu'après l'écoute des premiers fédéraux qui seront réunis le 17 avril. Il y a un accord unanime pour considérer que ces Etats généraux n'ont pas de sens s'ils ne sont pas ouverts. Les sections commencent à débattre, sans engagement de part et d'autre. Elles inviteront des gens qui n'auront peut-être pas envie d'y revenir. Mais tous ceux qui nous ont quittés ne l'ont pas fait définitivement, ils sont susceptibles d'opérer un retour si le Parti prend le chemin du renouveau.

BALLADUR EN RESTE A L'EUROPE PASSOIRE

Certains nous accompagneront peut-être seulement le temps de la démarche des Etats généraux. Il faudra qu'ils aient le droit d'élire des délégués pour vérifier que ce qu'ils ont dit est pris en compte, ce qui suppose un droit de vote, au moins initial, pour les élections des délégués aux Etats généraux. Il faudra alors des cartes payantes et des règles très précises pour les contrôler. J'entends proposer que cela se fasse dans la plus grande transparence.

Après les Etats généraux du PS, devraient suivre les assises de la gauche. Prévoyez-vous d'y inclure toutes les forces que vous vouliez rassembler dans le cadre du "big bang", y compris les centristes, pourtant solidement arrimés au gouvernement ?
La droite conservatrice a fait une option sur le centre, qui est culturellement dommageable pour l'avenir, mais qui est claire. La tâche de reconstruction concerne les forces de transformation sociale actives dont l'essentiel se reconnaît sous le mot de gauche. En choisissant, par exemple, de siéger au gouvernement avec Charles Pasqua et au Parlement dans le même groupe que Philippe de Villiers, les centristes sont clairement tombés du côté où ils penchaient. Il faut prendre acte, là, qu'une barrière est désormais dressée. Avec la majorité présidentielle, nous devons reprendre contact avec toutes les forces sociales qui ne s'accomodent pas du conservatisme au pouvoir.

Venons-en à la droite. Edouard Balladur a-t-il apporté des réponses convaincantes à la question du chômage lors de son discours d'investiture à l'Assemblée ?
Il faut saluer la modération du ton d'Edouard Balladur. Mais il a tout de même parlé comme si rien ne s'était passé pendant cinq ans, ce qui est inacceptable. Or, il a annoncé qu'il allait continuer la politique de la ville de la solidarité urbaine. Au-delà, pour des gens qui se préparent à gouverner depuis longtemps, l'absence d'imagination et de choix fondamentaux est extraordinaire. Edouard Balladur ne s'inscrit pas dans le débat sur la réorganisation du travail. Il propose un arsenal contre le chômage assez classique : la diminution des charges des entreprises. Nous avons appris à nos dépens que cela était insuffisant et qu'il faudra des méthodes plus chirurgicales. Balladur annonce des sacrifices en termes vagues. En clair, les salariés ont du souci à se faire et les chefs d'entreprise restent dans l'incertitude.

Le gouvernement veut revenir sur le Code de la nationalité et le Code de procédure pénale. Cela vous inquiète-t-il ?
Oui. Quatre jeunes ont été tués ou blessés à la suite de bavures policières. Naturellement, ce n'est pas sur ordre du gouvernement qui, d'ailleurs, a réagi. Mais on peut s'interroger, car il y avait longtemps que la France n'avait connu de telles exactions. Alors, pourquoi se sont-elles produites ? C'est une affaire de climat. On ne peut pas diffuser, le temps d'une campagne électorale, l'idée que la répression doit être intensifiée, que la police doit être couverte, qu'il faut mettre fin au prétendu laxisme des prédécesseurs, sans créer une atmosphère dans laquelle les policiers les moins maîtres d'eux-mêmes peuvent penser que tout leur est possible. Même si la police est en grande partie républicaine et mérite encore le respect des citoyens. En matière de réforme du Code de procédure pénale, je ne connais pas les intentions du gouvernement, mais s'il y avait eu des avocats lors des gardes à vue, il y aurait certainement eu moins de bavures. En ce qui concerne le Code de la nationalité, renoncer à l'idée qu'un enfant né sur le territoire français a droit de manière automatique à la nationalité française me paraît extrêmement dangereux par rapport à notre tradition républicaine. La droite ira-t-elle jusque là ? Il nous faudra être très vigilants sur ce point.

Avez-vous trouvé une volonté européenne suffisamment affirmée dans le discours d'Edouard Balladur ?
L'élément central, la relation entre le franc et le mark, est affirmée fortement. Mais il y a des mots que l'on n'a pas entendus dans la bouche du premier ministre : Maastricht ou traité d'union européenne, écu, monnaie unique, Europe sociale. A partir du moment où l'engagement du gouvernement se limite au respect des engagements signés mais ne trace pas de perspectives claires, on ne sait pas où l'on va. Nous avons été obligés d'accepter une Europe à définition trop libérale avec l'idée qu'une fois unie, elle serait amenée à prendre ses responsabilités, qui consistent à défendre les équilibres sociaux. Mais si on ne va pas plus loin que monsieur Balladur, on en reste à l'Europe passoire, à l'Europe libérale, sans contre-poids social. Nous aurons à mener du combat militant la-dessus, à retrouver langue avec les forces syndicales et européennes et pour accomplir un travail de pression sociale.

Après l'annonce d'élections anticipées en Espagne, croyez-vous que le socialisme est également en crise dans ce pays ?
Les élections anticipées, Felipe Gonzalez les a provoquées pour les remporter. Après onze ans de présence continue au pouvoir et déjà trois législatives gagnées, il va essayer de remporter les quatrièmes consécutives. Il n'est pas certain d'y parvenir, mais il a des chances sérieuses, et inutile de dire combien je souhaite sa victoire. Une crise ? Pas vraiment. Des difficultés, oui. Sérieuses, oui. Mais les socialistes en Espagne ne sont pas discrédités malgré leurs graves problèmes actuels et ils restent la meilleure chance de ce pays.

Michel Rocard à la tête du PS, n'était-ce pas un vieux rêve pour vous ?
Quelle étrange question ! Cela n'a jamais été un rêve. Je n'ai point de maladie apparatchik. Même si ces choses me marquent. Compte tenu de la nature de la compétition avec la droite, ce n'était pas dans mes intentions. Mais il y a le feu dans la maison. Un certain nombre de camarades ont pensé que la réponse m'incombait. Ils me l'ont dit. Alors nous nous battrons et nous reconstruirons.

Propos recueillis par Jean-Pierre Bedeï

◆ appel pour la tenue des Etats généraux unitaires du PS et de la gauche ◆

Après l'écrasante défaite des élections législatives, l'immense majorité des militants du PS et, au-delà, des militants et des sympathisants de la gauche, espéraient un sursaut salvateur. Un mouvement d'adhésion se dessinait.
Partout se faisait jour la même conviction : pour renaître, il fallait que le Parti socialiste et la gauche acceptent de se mettre en cause, dressent un bilan critique de l'action accomplie, recensant les succès mais ne cachant pas les échecs et essayant de les analyser.
C'est ainsi qu'est née l'idée d'Etats généraux. Il s'agissait, à partir d'un vrai débat entre militants socialistes, mais aussi avec les militants écologistes, associatifs et tous ceux qui appartiennent à l'espace de gauche qui accepteraient d'y participer, de procéder à une rénovation qui concernerait, bien sûr, le Parti socialiste, et qui amorcerait une refondation de toute la gauche.
Notre comité directeur a largement trahi cette espérance.
Aujourd'hui, une fracture existe dans le Parti socialiste. Sauf à désespérer la gauche et à compromettre gravement les prochaines échéances, tout doit être fait pour la réduire. Nous appelons ici à une démarche de rassemblement.

Dans l'esprit des propositions présentées par Pierre Mauroy et Michel Rocard au comité directeur du 3 avril, approuvées par Laurent Fabius, et de diverses autres propositions, nous voulons la clarté au service du rassemblement.
Nous demandons, pour éviter la confiscation par les courants ou par les minorités agissantes, qu'une commision représentative de l'ensemble du Parti et présidée par une personnalité n'ayant participé ni à la direction précédente ni à la direction provisoire définisse :
- *le contenu politique des Etats généraux,*
- *les conditions de l'ouverture,*
- *le mode d'élaboration des différents textes,*
- *le calendrier des travaux.*

Elle se saisira des textes et propositions élaborés lors des Etats généraux et en présentera une synthèse qui servira de base à la préparation d'un congrès constituant du Parti socialiste, qui tirera les conclusions de cette démarche.
Dès maintenant, et avec la volonté de dépasser les crispations internes, les signataires invitent les socialistes à prendre toute initiative sur le terrain pour favoriser l'aboutissement de cette démarche.

Pierre Mauroy, Paul Quilès, Louis Mermaz, Michel Charzat, Jean Poperen, Jack Lang, Yvette Roudy, Jean Le Garrec...

PETITES ANNONCES ☎ 45.56.78.57 PETITES ANNONCES ☎ 45.56.78.57 PETITES ANNONCES

► EMPLOI

18401 - ***Technicien électricité (adh PS)*** cherche emploi (électricité, régulation, chauffage. Région indifférente. ☎ 61.92.49.81

18402 - Nous saisissons tous vos textes, thèses, nouvelles, romans, scénarios, etc.
☎ 42.09.71.67

LOCATION

18403 - ***AUVERGNE*** - Puy-de-Dôme, petite maison de campagne, 3 pièces + cuisine + sdb, à 12 km ouest Issoire, à louer de juillet à sept.
☎ 73.71.40.23 (soir)

18404 - ***COTE SAUVAGE / QUIBERON*** - Petite maison (4 personnes), semaine ou quinzaine, de mi-juin à mi-septembre. Vue sur la mer, plages à proximité.
☎ 97.63.17.50

18405 - ***PARC DU MORVAN*** - à prox. d'Autun, au pied du mont beuvray, **gîte à la campagne,** 2 à 5 personnes, attenant à maison ppale, accès et terrain indép. - rivière à 100m. (pêche), ballades à pied et à vélo (disponibles sur place), village et commerces à 4 km.
Calme et détente assurés - 800 F/semaine.
☎ 85.54.14.94

18406 - ***BRETAGNE*** - Région Morlaix, ancienne ferme, tout confort, 10 à 12 personnes, 12 km de la mer, très calme.
☎ 98.69.99.07 (soir)

18407

La ville de Mouroux
Seine-et-Marne - 3.600 habitants
recrute

SECRETAIRE GENERAL
grade attaché

MISSION
- collaborateur direct du maire
- mise en œuvre des directives municipales
- direction et coodination des services (40 employés)

PROFIL
- connaissances juridiques et financières
- informatique appréciée

REMUNERATION
- Conditions statutaires + 13e mois + I.S.T.S.+ régime indemnitaire

REDACTEUR

MISSION
- comptabilité sur informatique, paye, facturation
- gérer et animer le service administratif

PROFIL
- connaissances en informatique

REMUNERATION
- conditions statutaires + 13e mois + I.H.T.S. (régime indemnitaire)

Ces deux postes sont à pourvoir le 01.08.1993

Adresser candidature, CV + photo à : Monsieur le Maire, Hôtel de Ville, place de la Mairie, 77120 MOUROUX

18408

La Ville de Cherbourg
Manche
Cherbourg *recrute*

UN CHARGE DE MISSION
FONCTIONNAIRE DE CATEGORIE A

Poste de la filière administrative
Par voie statutaire ou contractuelle

Responsable auprès des représentants de la Ville, au sein du conseil régional et du conseil général :
- de l'examen et des études corrélatives, des dossiers départementaux et régionaux notamment, dans une démarche prospective
- de préparer les orientations à faire valoir dans le cadre du prochain contrat de Plan Etat/région, puis d'en assurer ultérieurement le suivi, sur les axes de développement de la Ville

Les candidatures sont à adresser à :
Monsieur le Maire de Cherbourg,
direction du Personnel et des Ressources humaines,
BP 823 - 50108 CHERBOURG cedex

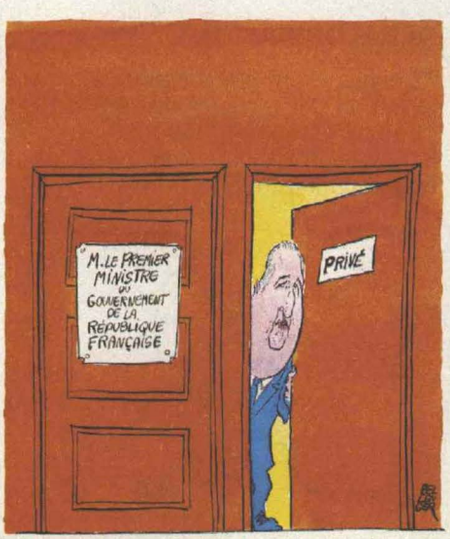
Vos recrutements ?
Dans "Vendredi", bien sûr !

Balladur : main de fer dans gant de velours

Reconnaissons à Edouard Balladur de la franchise : il n'a pas caché qu'il demanderait "des sacrifices" à tous, sauf aux plus démunis, "pour assurer le redressement". De la prudence aussi : il donne cinq ans à sa majorité pour réussir. De la retenue, enfin : il parlait de réformes mais, cette fois, l'audace n'habite pas Matignon.

Du discours sur la méthode que le nouveau premier ministre a infligé à la France, via son Parlement, pendant près de deux heures, jeudi dernier, il est intéressant de retenir ce qu'il n'a pas dit.
Ce discours lénifiant, qui s'apparentait davantage à un catalogue d'intentions qu'à l'affirmation de volontés politiques, brille par son manque d'imagination. L'opposition d'hier avait fait une campagne électorale à coup de grandes idées, de programmes médiatiques et de promesses de réformes multiples. Elle accouche au pouvoir du "nouvel exemple français" qui propose une baisse des cotisations sociales pour arrêter la progression du chômage et de la hausse de la TVA pour assurer des rentrées au budget de l'Etat... Quant aux quelques réformes, elles n'ont rien de bien nouveau.
L'affichage libéral et européen dans la composition du gouvernement, avec Simone Veil au deuxième rang protocolaire et des centristes plus nombreux que les chiraquiens, s'est fendillé. L'Europe de Maastricht est presque absente de ce discours programme, quel aveu ! Les seuls mots proeuropéens ont été prononcés pour défendre l'autonomie de la Banque de France ou la cohésion militaire des Douze, pas un mot de social. L'Europe balladurienne, c'est la monnaie et l'armée, rien que de très conventionnel pour celui que l'hebdomadaire américain "Newsweek" qualifie de "Marquis de Matignon".
En affirmant d'emblée son attachement à la parité franc-mark, son espoir de voir baisser les taux d'intérêt, il a voulu lever le doute qui régnait encore dans les milieux économiques et financiers sur la volonté européenne de sa majorité. Il était plus que temps. A part ce point important, qu'a annoncé de précis le premier ministre en matière économique et sociale ? Peu de choses concrètes. Il parle entreprises plus volontiers que salariés et d'abaissement du coût du travail plus que de réduction de sa durée ou de partage. Pour redresser l'économie, il compte sur les privatisations -sans dire lesquelles, sinon qu'elles seront réservées aux entreprises du secteur concurrentiel ni expliquer comment, lui qui fut l'homme des noyaux durs- et sur une relance, sans en prononcer le nom. Le flou n'est-il pas un art de gouvernement ? Il faudra attendre pour savoir ce que signifie l'aide au bâtiment et aux travaux publics, comment seront allégées les charges sociales, de quel soutien bénéficieront les PME. Sur l'abaissement des charges, il n'a pas suivi le programme de son propre parti qui préconisait une exonération générale pour les créations nettes d'emploi et ne voulait pas d'allègements ciblés en faveur des moins qualifiés. C'est, pourtant, ce qu'il a annoncé. Est-ce, aussi, pour se donner une plus grande marge de manœuvre par rapport à sa propre majorité qu'il a affirmé sa volonté de se lancer dans une politique de concertation, en conviant à Matignon les partenaires sociaux ?
En fait, ce gouvernement-ci se heurte aux mêmes difficultés que le précédent : la crise lamine ses possibilités financières. Il est donc contraint au réalisme. Oubliées, les lourdes attaques contre le déficit qui s'accroît : il est seulement question, aujourd'hui, de passer de 4,6% du PIB à 2,5%... en 1997. Ce qui signifie cependant que les principaux sacrifices risquent de toucher les secteurs les plus dépensiers de l'Etat : fonctionnaires, collectivités ou programmes sociaux.
Côté valeurs de droite, revoilà la réforme du Code de la nationalité, "pour une vieille nation qui veut rester elle-même", et le renforcement des contrôles comme des reconduites aux frontières. Autre réforme à la mode Balladur, revenir sur le nouveau Code de procédure pénale afin de plaire aux magistrats. Enfin, les révisions de la Constitution proposée par la commission Vedel sur la Haute Cour et le Conseil supérieur de la magistrature devraient être proposées aux parlementaires.

Lyne Cohen-Solal



BREF... EN BREF... EN

■ "Injuste, inefficace et dangereuse", tel est le jugement de Gilbert Bonnemaison, maire d'Epinay-sur-Seine, sur la mesure proposée par Pierre Cardo, nouveau député des Yvelines et maire de Chanteloup-les-Vignes, de "sanctionner financièrement les parents qui ne s'occupent pas de leurs enfants en supprimant les allocations familiales."
Même indignation au MRG, à la Ligue des droits de l'homme et au MRAP contre cet arbitraire très inquiétant et cet amalgame entre insécurité et familles d'origine étrangère. Le très libéral ministre chargé des relations avec l'Assemblée, Pascal Clément, vient de reprendre cette idée répressive. Quand la droite revient...

■ **"Indépendant", le premier ministre a ainsi présenté celui qu'il a nommé président de la commission du bilan. Jean Raynaud est procureur général de la Cour des comptes, donc rigoureux et objectif, mais Balladur nous a caché -quel cachottier !- que, grâce à lui, ce fonctionnaire, 33e sur la liste d'aptitude, a gravi très vite les échelons. De quoi rester reconnaissant. Au passage, "Le Canard Enchaîné" rappelle que ce même Raynaud avait dirigé, comme directeur des équipements scolaires, l'installation et le développement des collèges de type "Pailleron"...**

■ Alain Juppé, nouveau ministre des Affaires étrangères, reste secrétaire général du RPR. Contrairement à l'usage constant de la Ve République, respecté par tous les gouvernements de gauche. De Gaulle a dû se retourner dans sa tombe !

■ **Il y a 50 ans, le Ghetto de Varsovie... Le 22 avril, à 18 heures 30, à la Maison de la Chimie, à Paris, la Fondation Jean-Jaurès et le Cercle Bernard-Lazare organisent une soirée de mémoire avec la participation d'Henri Bulawko, président de l'Union des déportés juifs de France, Annette Wieviorka, Lucie Aubrac, Talila... Présentation, Gérard Collomb, secrétaire général de la Fondation Jean-Jaurès, et Jean-Michel Rosenfeld.**

■ Le Conseil d'Etat a-t-il vraiment mesuré les conséquences de l'arrêt qu'il vient de rendre sur le risque thérapeutique ?
"En situation de risque, une hypothèse non infirmée devrait être tenue, provisoirement, pour valide, même si elle n'est pas formellement démontrée."
La médecine n'est pas une science exacte. Une telle décision pourrait bien nous mener tout droit à une médecine à l'américaine où les praticiens répugnent à intervenir de peur d'en payer les conséquences. Si la peur est mauvaise conseillère, en médecine, elle peut se révéler dramatique.

■ **Une nouvelle fédération d'enseignants : la Fédération syndicale unitaire (FSU). Née de la crise de la FEN et de l'exclusion du SNES (premier syndicat d'enseignants de lycée avec 70.000 syndiqués), la FSU réunit 150.000 adhérents, soit quasiment autant que la FEN, à travers une quinzaine de syndicats, dont le SNES, le SNETAA (enseignement technique) et le SNETAP (enseignement agricole).**

ÇA SE PRESENTE MAL...

François Bayrou : mauvais début

A peine arrivé, le nouveau ministre de l'Education nationale met en cause la rénovation des lycées. La pression d'une minorité d'enseignants de droite et des membres les plus élitistes de son entourage, bloquera-t-elle une rénovation, -soutenue par la majorité des professeurs- déjà bien engagée ? Toutes les avancées des dernières années sont-elles également menacées ?

NOUVELLE ORGANISATION DE L'ECOLE PRIMAIRE

Trois cycles remplacent désormais, de l'entrée en maternelle jusqu'à la fin du cours moyen 2, l'ancienne et rigide séparation en classes. Soutenue par une large majorité d'enseignants et de parents, cette réforme, fondamentale, a du mal à se mettre en place sur le terrain.
Le nouveau ministre lui donnera-t-il les moyens d'entrer réellement dans les faits ?



RENOVATION DES LYCEES

Inquiètude. François Bayrou a souvent affirmé sa volonté de réduire le nombre des filières. La rénovation entamée cette année en classe de seconde devrait le satisfaire. Elle est pourtant déjà menacée.
Première décision officielle du ministre : une commission d'évaluation réfléchit à la poursuite de la réforme. François Bayrou cèderait-il déjà aux pressions insistantes de ceux qui, prenant prétexte d'une menace, largement imaginaire, sur les langues anciennes, militent en fait pour un retour à l'immobilisme élitiste des anciennes filières ?

BAC

Merci M. Lang ! La simplification annoncée des épreuves doit ravir le nouveau ministre et son directeur de cabinet, Guy Bourgeois, auteur d'un décapant roman de politique fiction sur l'absurde lourdeur de notre examen préféré (2).

RENOVATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

"Elle a été votée, elle s'impose", a déclaré François Fillon, le nouveau ministre de l'Enseignement supérieur. Reste que la séparation des deux ministères ne favorise pas la continuité entre lycée et premier cycle du supérieur.

REVALORISATION

12 milliards ont été consacrés à la revalorisation des carrières de 1989 à 1993. "Pour l'essentiel, l'effort est fait. Personne n'ira plus loin", affirme le nouveau ministre (3).

INSTITUTS UNIVERSITAIRES DE FORMATION DES MAITRES (IUFM)

Attention ! François Fillon, nouveau ministre de l'enseignement supérieur, ne semble pas vouloir les fermer. Mais on ne peut que s'inquiéter de lire, sous la plume de Guy Bourgeois : "On cassera le monopole des IUFM en les mettant en concurrence avec des centres publics, et pourquoi pas privés, de préparation aux concours" (1).
La création d'un ministère séparé pour le supérieur est à cet égard inquiétante. La pression de ceux qui rappellent que le RPR avait promis leur suppression encore davantage.

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

Le danger majeur. Là, la droite annonce clairement la couleur. L'enseignement professionnel sera "confié aux régions", promet la plateforme UPF : "Une décentralisation rapide, et totale, sur les régions", réclame Guy Bourgeois qui, "parce que les métiers de l'enseignement professionnel n'ont rien à voir avec les métiers de l'enseignement général", milite pour "des professeurs contractuels, placés sous des contrats à durée déterminée" (1).
Pour le reste, François Bayrou n'a jamais été un décentralisateur. Qu'il s'agisse du recrutement des enseignants ou des programmes, il n'y voit qu'un facteur de creusement des inégalités et de "déménagement du territoire". Le nouveau ministre a aussi un credo : "la révolution par le maître". Concrètement, il propose "l'évaluation systématique et annuelle de chacune des classes de chacun des maîtres" (3). On repérerait ainsi les enseignants qui font progresser les enfants, quel que soit leur niveau de départ, et les méthodes efficaces que les "bons" profs pourraient transmettre à leur collègue moins performants. Mais comment évaluer objectivement ?
Alors, changement ou continuité ? Agrégé de lettres classiques, François Bayrou a enseigné six ans et demeure un prof dans l'âme. Ses idées sont un mélange de ses souvenirs d'enseignant et des affres quotidiennes d'un parent d'élève, père de six enfants. Restent ses maîtres à penser, Jacqueline de Romilly et Alain Finkielkraut, porteurs d'une conception très élitiste de l'école et, surtout, le risque majeur que l'enseignement technique et professionnel soit exclu du service public. Une politique à suivre à la loupe.

P.J.

(1) Proposition du directeur de cabinet de François Bayrou dans ***"Le Rendez-vous de mars 1993"****,* "LA REVUE DES DEUX MONDES"*, septembre 1992.*

(2) ***"Le Baccalauréat n'aura pas lieu"****,* PAYOT*, 1989.*

(3) ***"La Décennie des mal-appris"****,* FLAMMARION*, 1990.*

ÇA COMMENCE MAL

bavures : la droite est de retour

Le retour de la droite au pouvoir et de Charles Pasqua à l'Intérieur a été accompagné par une sinistre série de bavures policières. Face à la crise urbaine, la droite, malgré les velléités sociales qu'incarne madame Veil, ne risque-t-elle pas de glisser sur la pente voulue par le noyau dur de sa majorité et de son électorat ?

"Balladur, la droite de velours." Ce titre enjoleur faisait la couverture du "Point" il y a deux semaines. Mais, pour l'instant, les premiers pas du gouvernement Balladur ne font pas penser à ceux de Vaclav Havel. La poudre a parlé dans les commisariats et le goût âcre des gaz lacrymogènes a de nouveau flotté sur Paris. Charles Pasqua n'est certes pas coupable du comportement délictueux de chacun de ses agents.

Mais les hommes, et les policiers ne font pas exception, se nourrissent de symboles. Qui peut nier que la nomination de l'actuel ministre de l'Intérieur au poste qu'il occupait déjà en 1986 n'ait été un signal puissant donné à ceux qui, dans la police, ne jurent que par des méthodes expéditives ?

Au moment où toute la presse s'extasiait sur la composition du gouvernement Balladur, relever ses fausses notes et ses contradictions passait pour du parti pris. "Sans faute", disait-on partout. Sans faute, peut-être, mais pas sans bavure ! Paris, Chambéry, Wattrelos. Et peut-être Arcachon. Au moins trois morts, voire quatre, du fait de bavures policières extrêmement graves. Dans le dix-huitième arrondissement de Paris, il s'agit même d'une véritable exécution avec une arme que le policier n'aurait jamais dû sortir de son étui pour le type d'interrogatoire auquel il soumettait un jeune mineur d'origine zaïroise. Anne Crénier, du Syndicat de la magistrature, confirme que "le parquet des mineurs ayant demandé de relâcher le jeune homme et le policier ne l'ayant pas averti qu'il souhaitait continuer à l'entendre, il ne fait pas de doute que la garde à vue s'est prolongée illégalement." La secrétaire générale adjointe du Syndicat de la magistrature s'étonne en outre que "l'on n'ait pas confié au magistrat de permanence l'instruction de l'affaire. Certes, ce n'est plus illégal, mais c'est une pratique inhabituelle sur laquelle nous demandons des éclaircissements."

LE CLIMAT PARTICULIER DE LA CAMPAGNE ELECTORALE

Christophe Caresche, conseiller socialiste du dix-huitième arrondissement, reconnaît que "le quartier est sous tension, que la délinquance, surtout liée à la drogue, y est importante, que les conditions de travail des policiers sont difficiles." Mais il met en cause "le climat créé par la campagne électorale de la droite dans l'arrondissement où l'accent mis sur l'insécurité ne rechignait pas aux slogans sécuritaires les plus sommaires. Alain Juppé, et plus encore Jean-Pierre Pierre-Bloch (les deux députés UPF élus), n'y sont pas allés de main morte."

Comportement d'autant moins responsable que, si l'ensemble de la police n'est pas, loin de là, antirépublicaine, grâce à des organisations telles que la FASP ou le SNAPC, elle abrite en son sein une minorité de droite dure ou d'extrême droite qui a vu dans ces thèmes le retour à certaines conceptions musclées du maintien de l'ordre. Ce n'est peut-être pas un hasard si un syndicat policier fascisant comme la FPIP a ses locaux dans le dix-huitième arrondissement.

UN CRENEAU BON A PRENDRE

La nomination de Charles Pasqua correspondait au retour de ces thèmes. Certes, le ministre de l'intérieur a réagi de manière plus civilisée que sous la première cohabitation. L'affaire Malik Oussekine, qui n'a pas peu contribué à brouiller la droite de 1986-1988 avec la jeunesse, a été analysée comme un des éléments explicatifs de la défaite de Jacques Chirac. D'où le choix, comme autre figure emblématique, de Simone Veil, en charge de la ville. Les excuses aux familles et leur réception place Beauvau montre que, malgré l'ampleur de sa victoire, la période pour la droite n'est plus la même.

De là à célébrer le Pasqua nouveau qui serait miraculeusement arrivé, il y a un pas qu'il faudrait peut-être plus d'une semaine pour franchir. La phrase de Charles Pasqua "et, pour moi, les responsables (à sanctionner) ce ne sont pas les lampistes", peut arguer de sa volonté nouvelle de ne pas couvrir systématiquement tous les policiers. Elle peut aussi préluder, sous couvert d'une réorganisation nécessaire, à la mise à l'écart de tous ceux qui, dans la hiérarchie policière, ont une sensibilité de gauche. En ces temps où même Balladur, dont les noyaux durs sont bien oubliés, célèbre les vertus de l'Etat impartial, ce genre de situation est toujours bon à saisir.

Bernard Chaouat





Moscou. Redresser l'économie en Russie est d'une importance capitale pour l'équilibre de l'Europe et du monde.

LE SOMMET DES SEPT A TOKYO

le monde au chevet de la Russie

La réunion des ministres des affaires étrangères et de l'économie des sept pays les plus riches du monde (France, Italie, Allemagne, Grande-Bretagne, Canada, Etats-Unis, Japon), auxquels s'est joint Andrei Kozyrev, le ministre russe des Affaires étrangères, devait être consacrée essentiellement à l'aide que ces pays entendent apporter à la Russie.

Conscients de l'importance que revêt pour l'équilibre de l'Europe et du monde le soutien aux réformes engagées par Boris Eltsine pour la démocratisation et le développement de l'économie de marché dans son pays, les Sept devaient décider de moyens concrets de redressement de l'économie russe, ciblant des projets réels, pour environ douze milliards de dollars, par le biais des institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale, BERD).

Cette aide fait suite à celle, d'ailleurs plus politique que financière, apportée par les Etats-Unis (1,6 milliard de dollars) lors du sommet russo-américain du 4 avril, à Vancouver, et au partenariat avec la Russie récemment décidé par la CE (cf "Vendredi" n°183). Le Japon, qui préside cette année le G7 -dont on sait la réticence à accorder une aide massive à la Russie en raison de son contentieux territorial sur les quatre îles Kouriles- devrait annoncer un vaste programme d'aide bilatérale (1,1 à 1,8 millard de dollars).

Cette mobilisation exceptionnelle pour la Russie est-elle le prélude à une coopération plus étroite entre les sept grands qui, jusqu'à présent, n'ont pas su gérer de façon adaptée les nouvelles données de la situation internationale, à l'exception, timide d'ailleurs, de la question de la dette des pays les plus pauvres ?

Il est en effet clair, désormais, que le G7 détient une responsabilité particulière dans la conjoncture économique mondiale. Prendra-t-il au sommet de Tokyo, en juillet 1993, comme certains, Jacques Delors notamment, le demandent, une initiative de relance au plan mondial, complétant l'initiative européenne de croissance définie à Edimbourg, en décembre dernier, par les Douze ?

Après la récession des années 1990-1991, l'économie du monde n'a pas, en effet, retrouvé les chemins de la croissance et les perspectives ont dû être révisées à la baisse. Le chômage, après avoir baissé de 1983 à 1990, s'est fortement développé dans les vingt-quatre pays de l'OCDE. La reprise est plus lente que prévu aux Etats-Unis et l'économie européenne subit notamment le contrecoup de l'unification allemande, alors que la transition à l'Est s'annonce longue et incertaine et que le développement sans cesse retardé des pays pauvres revient de façon lancinante. Seul le dynanisme du commerce et de la production en Asie a contribué à soutenir le commerce international.

RENFORCER LA COOPERATION

Rien d'étonnant, dans ces conditions porteuses de repli sur soi, que la coopération internationale piétine, voire qu'elle s'inscrive dans une logique de compétition, sinon de guerre économique, notamment entre la "triade"

BREF... EN BREF... EN

■ **Un pas d'Israël vers la paix.**
En annonçant qu'Israël était prêt à intégrer dans la délégation palestienne Fayçal Husseini, principal dirigeant de l'OLP des territoires occupés, Itzhak Rabin a souhaité faciliter la reprise des négociations, prévue le 20 avril à Washington. C'est un nouveau tabou qui saute, après la levée, en janvier 1993, de l'interdiction faite aux Israéliens de rencontrer des membres de l'OLP. Face à la détérioration rapide de la situation dans les territoires et à la montée du terrorisme, et contre tous ceux qu'elle dérange, plus que jamais, il faut faire la paix.

■ Les Etats-Unis et le président égyptien Hosni Moubarak s'activent, eux aussi, pour la tenue des négociations, le 20 avril prochain.
De passage à Paris, ce dernier a estimé qu'un retard "serait très grave".
Hosni Moubarak et Yasser Arafat se sont rencontrés le 13 avril, au Caire.
Les Palestiniens et les pays arabes fixeront bientôt leur position.

■ **Regain de violence en Afrique du Sud.**
Le dirigeant du PC sud-africain, Chris Hani, a été abattu samedi 10 avril par un proche de l'AWB néonazi. Des appels au calme ont été lancés, notamment par Nelson Mandela, pour que les négociations sur l'avenir du pays, relancées avec force il y a peu, ne soient pas compromises. Là-bas, non plus, tout le monde n'a pas intérêt à la paix.

(Etats-Unis, Union européenne, Japon) qui, avec 12% de la population du globe, produit les deux tiers des richesses. La concurrence reste en effet très vive entre les Etats-Unis et le Japon. De fortes tensions viennent de se manifester, sur le GATT, entre la CE et les Etats-Unis, tentés par la voie protectionniste.
L'intégration économique et monétaire de la Communauté européenne est ralentie par les difficultés de la ratification du traité de Maastricht.
Dans ce contexte, ouvert à toutes les hypothèses, même les pires, un renforcement de la coopération au sein du G7 peut constituer un élément d'espoir. Encore faut-il que les pays qui le composent en aient la volonté. La réunion de Tokyo sur l'aide à la Russie va dans le bon sens. On peut compter sur le président français, François Mitterrand, pour avancer sur cette voie. Interrogé par la chaîne de télévision japonaise Asahi-TV, il a en effet déclaré : "Je crois davantage aux bons résultats d'un contrat entre l'Europe communautaire, les Etats-Unis et le Japon qu'à une guerre commerciale."

Ghislaine Toutain

L'ESPAGNE AUX URNES LE 6 JUIN

le coup de poker de Felipe Gonzalez

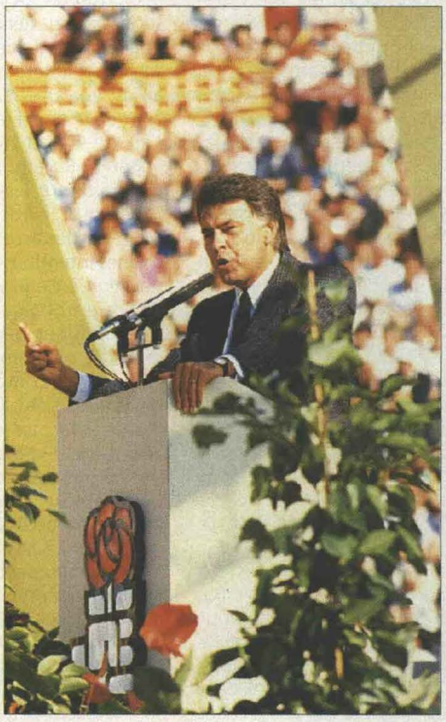
L'Espagne va donc voter, cinq mois avant la date prévue. Lundi de Pâques, Felipe Gonzalez a parié sur l'avenir, la résurrection d'un socialisme bousculé à Madrid, comme à Londres, Paris ou Rome. Coupant court aux états d'âme, il a accéléré le calendrier électoral. La décision a surpris, à l'étranger, en Espagne, au PSOE.

A vue de Pyrénées, la décennnie Gonzalez n'a pas un si mauvais bilan. En 1982, il avait promis la démocratie et la modernité. Qui se rappelle le colonel Tejero, bondissant l'arme au poing dans le congrès des députés ? Aujourd'hui, les soldats espagnols participent aux actions de paix en Angola, en Bosnie, en Amérique centrale. Le pays a beaucoup changé ! 1992 a symbolisé une rupture. Aux JO de Barcelone, à l'exposition universelle de Séville, le monde a fêté la modernité espagnole. L'Espagne, à l'image de ses sportifs, moissonnait les médailles il y a quelques mois. En avril 1993, rien ne va plus.
Comme ailleurs, en France, en Allemagne, la crise est passée, mais plus lourdement, aggravée par la fin des grands chantiers. Les investisseurs étrangers se tournent vers d'autres cieux. Les entrepreneurs espagnols délocalisent. Les sandales de la Rioja sont désormais fabriquées du côté de Calcultta. Le chômage a fait un bond brutal et se fixe à 20%.

L'ESPAGNE DEBOUSSOLEE

La confiance en a pris un coup. La déception a donné des ailes à l'opposition conservatrice. Le PP (Parti populaire) a fait peau neuve, promis monts et merveilles. Regonflé par la victoire de l'UPF en France, Aznar, son dirigeant, a sommé l'Espagne de s'aligner sur le reste de l'Europe. La pression est montée d'un cran avec l'affaire Filesa, liée au financement du PSOE par un juge opiniâtre. Et c'est au nom de l'éthique que Felipe Gonzalez a été hué par des étudiants madrilènes, le 25 mars dernier. L'Espagne est déboussolée. Signe des temps, en novembre, pour la première fois, on a tué des immigrés.
Le PSOE n'arrive plus à définir une stratégie porteuse d'espoir et se divise entre officiaslistes et rénovateurs. La droite est encore trop à droite pour beaucoup, et la gauche unie, le PC, excessivement protestataire. L'opinion se défait.
Felipe Gonzalez a choisi de se battre. Le défi sera relevé. Les manquements à l'éthique ont été sanctionnés. La direction du PSOE a été suspendue. Une commission de stratégie électorale a pris sa place. Le Parti socialiste a été mis en ordre de bataille. Il était temps. Mais cela suffira-t-il ?

Jean-Jacques Kourliandsky



Felipe Gonzalez a choisi la date pour se battre.

BOSNIE-HERZEGOVINE

■ UNE OPERATION TARDIVE ET SYMBOLIQUE ■

Une cinquantaine d'avions français, américains et néerlandais interdisent, depuis le 12 avril, dans le cadre de l'OTAN et pour le compte de l'ONU, le survol aérien de la Bosnie-Herzégovine à tout appareil ne relevant pas de l'aide humanitaire internationale. Cette opération, aussi tardive que symbolique, n'empêche en rien la poursuite des bombardements de l'artillerie serbe et l'achèvement du nettoyage ethnique de la Bosnie orientale. Le renoncement de Cyrus Vance à sa mission de médiateur, le départ annoncé du général Morillon, marquent la fin des illusions et l'échec d'une politique qui a scellé le sort de la Bosnie-Herzégovine par l'acceptation de la victoire militaire de l'extrémisme serbe. Le renforcement des sanctions contre la Serbie, retardé pour ne pas gêner Boris Eltsine avant le référendum russe du 25 avril, ne sera que le coup de chapeau obligé à la morale internationale.

Maurice Lazar

suite courrier...

UN IDEAL

Depuis quelques semaines, les dirigeants de notre Parti n'ont même plus besoin de congrès pour s'entretuer. Nous avons ainsi pu assister chaque jour, et au gré des différents journaux télévisés, au spectacle d'un jeune homme éploré parce qu'on lui avait cassé son jouet, un ancien ministre traitant son ancien chef du gouvernement de putschiste, un ancien ministre chargé des relations avec le Parlement mais n'appréciant que modérément les relations avec ses camarades puisqu'il déclarait avoir assisté à une nuit des petits couteaux, un candidat virtuel à la présidence de la République montrant ses capacité de rassemblement en divisant en huit tout un parti... et ainsi de suite, jusqu'à ?...

Peut-être jusqu'à ce que ces dirigeants s'aperçoivent qu'il n'y a plus de militants derrière eux, rendant ainsi cette lutte de pouvoir inutile et dérisoire.

Cependant, le départ de certains de nos militants déçus est bien la situation la plus inadaptée à cette situation.

Plus que jamais, le Parti socialiste a besoin de nous tous. Le socialisme n'a pas attendu ces irresponsables pour exister. Il a, depuis plus d'un siècle, fait espérer et vivre des millions d'hommes et de femmes qui croyaient ou croient encore à un avenir meilleur. Beaucoup se sont battus pour lui, certains en sont morts dans des combats autrement plus honorables et risqués que ceux d'aujourd'hui.

Pour tous ces aînés, pour tous ceux qui, aujourd'hui, croient encore à un idéal, pour ceux qui nous rejoindront demain, nous devons continuer à faire vivre le Parti socialiste, avec ou sans nos dirigeants d'aujourd'hui.

JEAN-CLAUDE THOMAS
Le Buis (87).

MEDIAS-MEPRIS

Si vous avez l'ambition de reconstruire une base électorale et populaire, commencez par cesser de porter sur la place publique les débats internes du Parti.

Cette façon d'utiliser les médias comme une arme de combat entre responsables du Parti ou entre courants est significative du manque de considération, sinon du mépris envers les militants de base.

GEORGES LE MARREC
Biscarrosse (40).

ASSEZ !

Militant socialiste depuis 1974, classé rocardien, conseiller municipal de La Valette-du-Var, je suis scandalisé par ce qui vient de se passer au Parti socialiste.

Comment peut-on encore participer à des batailles de courant quand les têtes pensantes de ces courants sont responsables de la déroute du Parti socialiste, au même titre que tous les gouvernements de gauche qui se sont succédé à la tête de l'Etat pendant dix ans et également, il ne faut pas avoir peur de le dire, François Mitterrand ?

J'accuse Chevènement, Jospin, Fabius, Poperen, Rocard, les quadras et compagnie d'être les fossoyeurs du Parti socialiste et je dis : assez !

Au plan départemental, malgré les bonnes intentions de Bernard Perin, la situation est équivalente, pour ne pas dire catastrophique.

Les ambitions personnelles, les querelles de personnes, les rivalités, les jalousies, l'incompétence de certains, les clans, sont les origines de la débâcle varoise du Parti socialiste. Là aussi, je dis : assez !

Dans toutes les sections, des socialistes travaillent sur le terrain et ils connaissent les préoccupations quotidiennes des citoyens. C'est à eux qu'il faut donner des responsabilités. Les matamores de la dialectique doivent se reposer quelque temps afin d'évaluer, enfin, la réalité de la situation.

Je suis socialiste. Les courants, les éléphants du PS et les éléphanteaux varois, assez.

JEAN ACQUARONE
La Valette-du-Var (83).

PREMONITION

Veuillez trouver ci-joint, chers, très chers ex-camarades, la lettre que j'avais adressée au comité directeur d'alors, au lendemain, de la défaite prémonitoire aux élections régionales.

En écrivant cela, je ne me prenais, rassurez-vous, ni pour Cassandre ni pour la Pythie, tout au plus pour un militant socialiste de bon sens à qui quelques années en qualité d'adjoint à la solidarité de sa commune ont appris à être à l'écoute des plus humbles.

Mais, loin d'infléchir votre politique vers plus de socialisme, vous avez persisté et accentué votre virage à droite, désespérant le dernier carré de vos supporters.

Et ce dimanche 28 mars, vous l'avez eue, votre Bérésina, plus complète, totale, définitive que ne l'avaient imaginée les plus pessimistes. Voilà donc où nous a conduit votre social-libéralisme.

26 mars 1992. Le voici donc enfin, le brillant résultat de notre politique ! Désastre, catastrophe ou débâcle, Bérésina ou Waterloo, on n'a que le choix des termes !

Etiez-vous pourtant, il y a peu de mois, satisfaits de vos sondages ! Rocard et Mitterrand étaient au zénith. Que de haussements d'épaules et de sarcasmes à l'égard de ceux qui se hasardaient à remarquer que les satisfaits se recrutaient parmi la droite et les mécontents parmi nos électeurs.

Nos éléphants vivaient alors dans la bulle aseptisée des salons parisiens, là où ne parviennent jamais qu'atténuées les clameurs du mécontentement populaire.

Les socialistes montraient, devant des boursiers extasiés, qu'ils savaient gérer aussi bien que la droite. Bérégovoy, notre "Pinay de gauche" (comme si les deux mots étaient compatibles...), baignaient dans l'autosatisfaction et se prenait pour Colbert. "Gérants locaux du capitalisme..." certes oui, vous l'avez été. La Bourse ne s'y est d'ailleurs pas trompée, qui n'a cessé, elle fut bien la seule, à affirmer sa bonne santé au cours de ces dix années.

En revanche, vous restiez sourds aux protestations de vos électeurs qui voyaient abandonnés l'un après l'autre tous les éléments de notre programme.

JACQUES BOURGEOIS
Bouguenais (44).

ARBRES MORTS

Lorsque la forêt brûle, la plupart des arbres sont détruits. Le "big bang" a mis le feu à la forêt. Les courants d'air ont soufflé sur le brasier et ont activé le feu. Seuls, les arbres se trouvant à l'écart ont été épargnés.

Inutile de se lamenter, la forêt repoussera, mais il faudra du temps. Que faut-il faire ? Avoir recours aux arbres épargnés pour redresser la situation ? Les autres sont morts pour longtemps.

ALPHONSE LEGER
Albertville (73).

MOBILISER

L'analyse de fond ne pourra plus être escamotée : il y faudra des mois, elle sera longue et douloureuse. Mais à ce prix seulement, on pourra reconstruire un grand Parti socialiste moderne et crédible. Car c'est la volonté de comprendre, puis d'expliquer, dès aujourd'hui, qui pourrait rendre un peu d'espoir au peuple de gauche après le désastre historique du 28 mars 1993, le second grand choc après Rennes.

Je n'ai jamais été personnellement fabusienne ni rocardienne. Au congrès de Rennes, j'avais voté pour la motion Mauroy, car j'étais surtout mitterrandienne, mais je l'avais fait en dénonçant, comme des milliers d'autres, le danger évident des courants, tous devenus au fil des ans de redoutables machines de guerre politiciennes au service d'ambitions avérées. Je n'en suis donc que plus à l'aise, comme beaucoup de mes amis socialistes, pour dire notre effarement incrédule devant la journée et la nuit du 3 avril 1993.

Et le respect des idéaux proclamés, dans tout ça, camarades ? Le sens de nos valeurs d'unité, de fraternité ? Ne serait-ce plus que de l'angélisme ringard ? Il serait temps de comprendre et de proclamer que, si le Parti socialiste n'appartient décidément qu'à quelques-uns, le socialisme, lui, n'est pas la propriété d'un parti mais reste un idéal commun à tout le peuple de gauche qui, toutes générations confondues, veut qu'on lui parle d'un projet de justice, de solidarité, de combat social pour l'égalité, de valeurs politiques et morales. Et qu'on ne le fasse pas dans une langue de coton que démentent des pratiques contestables, mais avec des mots de chair et de vie, prononcés par des hommes et des femmes de conviction, prêts à soutenir les ambitions légitimes d'hommes et de femmes porteurs d'un projet commun et d'un discours cohérent. Il y en a, parmi nos sortants battus, et on suscitera alors des candidatures nouvelles.

Hier, un certain type d'homme politique, l'homme d'appareil politicien déconnecté du réel, a été durablement atteint dans son image publique. D'inquiets et malheureux, nous voilà maintenant angoissés, honteux et en colère. Cela fait beaucoup pour les militants lucides qu'on a pris le risque, mal calculé, de démotiver gravement. Nous avons deux ans pour construire une gauche unitaire, forte et européenne, pas pour être les groupies d'un présidentiable impatient. Il en va de l'avenir de l'Etat, du tissu social et de la démocratie à l'heure où le fascisme s'enracine en France et en Europe. C'est autour ces enjeux-là qu'il urge de nous mobiliser avant qu'il ne soit trop tard.

COLETTE LAFOURCADE
Léon (40).

LOI ELECTORALE

Chers camarades

Les deux principales caractéristiques du dernier comité directeur sont la condamnation de l'organisation systématique des courants et la recherche d'un programme original concernant le fonctionnement des institutions. Sur le premier point, il convient de supprimer de notre vocabulaire l'utilisation d'adjectifs nés de patronymes. Je souhaite que les militants et, après eux, la presse, donnent, en ce domaine, l'exemple.
Sur le second, je me permets de rappeler la suggestion que j'ai faite devant ce même comité directeur d'organiser la réflexion de nos camarades sur l'éventuelle suppression de l'élection du président de la République au suffrage universel. Cette position a d'ailleurs été prise en 1962, lors de cette modification constitutionnelle, par tous ceux qui devaient, neuf ans après, former l'actuel Parti socialiste. Ce n'est pas seulement le PS et la gauche qui gagneraient à la disparition d'un usage engendrant d'artificielles querelles. La droite, également, serait satisfaite que des programmes politiques soient substitués à la vanité, dans ses rangs, des ambitions individuelles. Et la République y gagnerait.
En prenant l'initiative d'un débat nouveau ouvert à tous, même si son résultat n'apparaît que dans une lointaine perspective, le Parti socialiste serait jugé plus tard comme celui qui a montré la voie d'une démocratie réelle débarrassée de tout ce qui nuit à sa grandeur.

DANIEL MAYER,
ancien secrétaire général du PS.

GAUCHE VIVANTE

Le Parti socialiste est mort. Vous l'avez tué, mais la gauche est vivante, c'est elle qui vous a licenciés.
Vous étiez élus pour servir, défendre nos valeurs, protéger les plus pauvres d'entre nous. Vous avez défendu la France, très bien, mais les quatre sous d'espoir que nous vous avions confiés, vous les avez dilapidés. Nous êtes devenus des aristocrates de l'Ancien Régime.
Alors, maintenant, partez, partez tous, démissionnez, toute la direction, allez cuver votre défaite, faites votre deuil si vous le pouvez, loin des caméras, et laissez-nous pleurer dans la dignité.
L'enfant est mort, laissez des plus jeunes nous en faire un autre. Vous vous êtes vieux, stériles, l'âme rendue frigide par la soif du pouvoir.
Plus tard, lorsque, sans vous, la gauche renaîtra, retournez dans vos sections, vous apprendrez à écouter les gens, ceux qui nous disaient leur malheur de vivre, vous collerez des affiches et vous distribuerez des tracts dans les marchés, sous les quolibets et parfois les menaces des passants. Oui, ça suffit !

MERCEDES BONIFACE
Rouen (76).

LES CAUSES

Je pense que l'urgence est d'abord aux analyses des causes de notre échec en matière de chômage et à réfuter cette accusation de déficit social, alors qu'en matière de RMI, de prestations sociales, d'enseignement et de formation, nous avons fait tout ce qui était matériellement et financièrement réalisable. Elle est ensuite à l'étude de l'évolution économique des pays socialistes, ceux de l'Europe de l'Est, dont l'état de délabrement n'est plus à démontrer, mais aussi du Danemark, de la Suède... qui semblent avoir atteint à leur tour un mur infranchissable.
Cela, naturellement, n'empêchera pas de se pencher, une fois de plus, sur les règles de fonctionnement du Parti, sans oublier que, sans un minimum de convivialité et de sympathie pour équilibrer des ambitions légitimes, mais parfois terriblement destructrices, les meilleures règles ne suffiront pas.
Et puis, il faudra vivre l'opposition au jour le jour, avec les autres, le PCF, en cours de rénovation, et les contre-pouvoirs de la société civile, défendre notre bilan et répondre aux accusations de bombes à retardement que le pouvoir en place va se faire un plaisir de dénoncer. Ce sera sans doute la meilleure manière de préparer les futures échéances.

PIERRE DELARUE
Gravigny (27).

LA REFLEXION

Alors, pourquoi ce KO ?
• Les électeurs traditionnels de gauche ont comparé la gauche idéale avec la gauche réelle : immense déception.
• Ils ne pardonnent pas au pouvoir socialiste son échec en de nombreux domaines : le chômage, la laïcité, la loi du marché, les affaires, le quart monde en France (les exclus).
• Ils n'ont pas supporté, après la chute du communisme et la découverte de son échec, après le credo qu'il n'y aurait pas de politique économique de rechange face au libéralisme (échec des nationalisations, gestion droitière de Bérégovoy), que le seul apport de la gauche puisse être un traitement social qui ferait mieux passer la pillule libérale.
• Ils n'ont pas accepté que, devenant gestionnaire du pays, le PS abandonne la réflexion sur le devenir de notre société, qu'il tue l'espoir d'un mieux-vivre pour tous. La gauche sans espoir, sans utopie, n'est plus la gauche.
• Ils n'ont pas admis que le PS devienne un gestionnaire de la société capitaliste, alors que nos candidats avaient été élus pour changer la vie.
Le PS est-il mort ?
Y a-t-il une solution de rechange socialiste au libéralisme ? Jacques Julliard a écrit, dans "Le Nouvel Observateur" : "Le socialisme est mort, mais la gauche (le progrès, la solidarité) a encore de beaux jours devant elle."
La réflexion doit être immédiatement engagée dans les sections en y invitant tous les sympathisants qui se sont manifestés pendant la dernière campagne électorale, les déçus qui n'acceptent pas la perspective de vingt ans de pouvoir de la droite, puis dans les fédérations, enfin au plan national (en y mettant le temps qu'il faut, mais pas plus qu'il ne faut). Que chacun, à quelque niveau qu'il se trouve, quelque responsabilité qu'il ait dans le Parti, redevienne un militant de base. Les porte-parole se révèleront d'eux-mêmes dans ce processus. Finies les écuries des présidentiables, que l'on a baptisées, souvent pour nous tromper, courants d'idées ; finies les grosses têtes pensantes, généralement issues de l'ENA, qui ont accaparé les responsabilités au plus haut niveau du Parti et qui ont tout confisqué aux militants ; finis les élus qui se considéraient comme inamovibles, incontournables, et qui ont transformé les militants en courtisans.

JEAN-PAUL DELAS
Tonneins-Faullet (47).

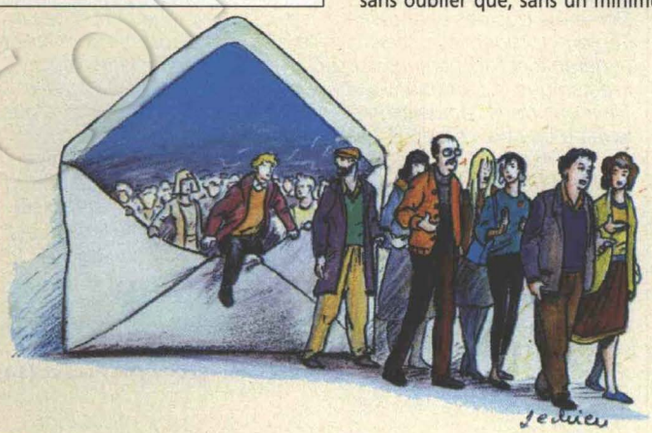
CONFIANCE

Toutes les sections doivent s'engager dans une double réflexion fondamentale : le socialisme et la société de demain. Et que, de ce grand effort en commun, ressortent les fondements d'un socialisme modernisé. Le Parti ne pourra se survivre à lui-même, quelle que soit sa forme nouvelle, que si sa base en assume la mutation.
Il faut éviter l'éclatement du Parti. Pour cela, il est nécessaire de dépasser les courants qui nous apparaissent, et apparaissent à l'opinion publique, comme des clans de personnes, des lobbies. Les courants sont sans aucun doute la concrétisation de la nature pluraliste de l'homme et il serait vain de le nier. Mais s'ils sont incapables, en cette période cruciale et au nom de l'idée supérieure du socialisme qui nous unit, de taire leurs différences, alors, le Parti court au suicide politique collectif. En outre, si le socialisme à la française, dans son état actuel, est dépassé, et les résultats des élections le prouvent, alors, les courants qui le constituent le sont aussi.
Le Parti, et à travers lui le socialisme en France, n'auront un avenir que si nous sommes aptes à nous débarrasser de l'esprit gaulois des clans. Il est temps que tous les militants resserrent les rangs et retroussent leurs manches pour poser ensemble les fondations d'un nouveau socialisme en France.
Le Parti n'est pas mort, j'ai confiance en sa base !

PHILIPPE LAUNOIS
Francfort-sur-le-Main (RFA).

RENOVATION

Il est temps de dire ce que j'attends aujourd'hui. J'attends un fonctionnement où les militants de base seront désormais majeurs. Libres de choisir leurs responsables de section pour leur efficacité ou compétence, et non en raison de leur sensibilité ou de leur courant. D'ailleurs, ils ne choisissaient pas. Après chaque congrès, le choix d'en haut défaisait les responsables sur le terrain. Peu m'importe, désormais, qui sera à la tête du Parti, pourvu qu'un fonctionnement démocratique empêche l'inamovibilité, ou la certitude de diri-



ger sans entrave. J'attends de voir ce qui sortira des prochaines convulsions. Je participerai, dans ma section Toulouse XI, à ce travail de rénovation, mais cette fois, si le résultat ne me satisfait pas, il est certain que je ne resterai pas dans une formation dont je n'accepterais pas le fonctionnement. Je resterai un citoyen attentif, soucieux de ne pas déserter les urnes, mais je chercherai d'autres moyens pour faire progresser la culture démocratique. Un autre parti ? Sûrement pas, car, par bonheur, les partis n'ont pas de monopole de la diffusion de la culture démocratique.

JACQUES BOUISSOU
Toulouse (31).

L'EFFORT

Si nous avons le courage et l'honnêteté de regarder le fonctionnement du PS jusqu'à aujourd'hui, nous voyons que les signes annonciateurs de cette catastrophe s'accumulaient. D'abord sur le plan local, dans les sections.
En tant que militant et membre du bureau de section, je vis depuis plus de deux ans les refus de débat politique, la non-application de la règle démocratique pour l'élection de nos représentants aux élections locales, l'exercice des mandats municipaux sans explication et sans préparation en section...
Ensuite sur le plan départemental.
Les instances départementales sont le lieu, lors des périodes électorales, de luttes fraticides pour la candidature à des fonctions électives. Depuis trop longtemps, l'élu sortant, convaincu que l'expérience acquise lui donnait des droits à se représenter, dédaignait le militant de la base.
Enfin sur le plan national.
Ne reparlons pas du sinistre et humiliant congrès de Rennes, mais parlons quand même de ces camarades élus malhonnêtes dont nous n'avons pas su nous séparer.
Il y a tous ces choix politiques pour lesquels jamais les militants ne furent consultés...
Comment construire un nouveau parti ? Comment vivre le socialisme ?
D'abord, souhaiter que chaque militant replonge dans les réalités de la vie quotidienne par l'adhésion syndicale et la participation à la vie associative.
Ensuite ?
• Prendre son temps pour réfléchir.
• Interdire de parole (radio, presse, TV...) tous nos dirigeants responsables nationaux et régionaux. Après avoir failli, notre Parti n'a personne, aujourd'hui, mandaté pour s'exprimer en son nom.
• Interdire le débat de section : il y est trop filtré et il y a trop d'inhibiteurs à la libre expression de chacun.
• 100.000 lettres : chaque adhérent, chaque militant adressera ses idées et ses propositions à une antenne départementale qui fera une liste de celles-ci, éventuellement une synthèse.
Chaque adhérent recevra personnellement synthèse et liste de propositions. Il complètera, corrigera, enrichira et renverra au département.
• C'est alors que prendra place le débat local. Le résultat de ce débat sera adressé au national (qui jouera un rôle passif), qui compilera et, si c'est possible, fera une synthèse.
• De nouveau l'échelon local débattra.
• Alors, un congrès constituant pourra être préparé. Seront élus les responsables nationaux, régionaux, locaux.
• Mais, dès maintenant, exigeons de tous nos dirigeants qu'ils se démettent de leurs mandats et qu'ils aient le souci de s'interdire de se représenter.
C'est l'effort personnel et collectif minimal et indispensable qui permettra le redémarrage en 1994.
Mais n'est-il pas déjà trop tard ?

MICHEL DANIAU
Neuville-de-Poitou (86).

LE PROJET

Le PS ne doit pas s'enliser dans sa défaite, mais rapidement reconstruire un mouvement capable de rassembler, de mobiliser, en un mot, de retrouver la confiance.
Pour cela, il faut s'élargir à tous les courants de pensée progressistes, écologistes et humanistes, et revoir le fonctionnement et la démocratie interne du Parti.
Sur ce plan, une mesure s'impose : faire élire dans chaque section (au prorata du nombre d'adhérents) les délégués à la commission exécutive fédérale départementale qui, en son sein, élira les délégués nationaux et le bureau départemental. Cette mesure évitera, d'une part, de transformer les courants en écuries électorales et, d'autre part, de biaiser le libre choix des militants de base par des listes préfabriquées entre amis, accolées aux motions.
En ce qui concerne l'élaboration d'un projet politique de reconquête, il nous faudra veiller à bien saisir la réalité tant économique que sociale et culturelle, et à proposer des solutions fondées sur la solidarité, l'initiative et le dynanisme sans toutefois s'éloigner d'un pragmatisme acceptable par ceux que nous voulons représenter.
Réflexion, raison, fraternité doivent nous permettre de cimenter l'union et l'élan nécessaires pour qu'ensemble, et avec tous ceux qui nous rejoindront, nous préparions l'alternance parlementaire dès 1995.

ALAIN LECOMTE
Agde (34).

dans les sections...

**Les sections aussi nous écrivent.
Nous avons décidé, d'en publier
quelques-unes, représentatives de l'ensemble.
Nous traiterons ces textes de la même façon
que le courrier des lecteurs, avec le souci d'être fidèle
à sa diversité, d'en exprimer l'originalité
et de contribuer à la réflexion collective.**

(...) • Le 4 avril 1993, vous avez bafoué, non seulement le PS, mais aussi les Français qui nous ont encore fait confiance.
• Vous avez mis le Parti en pièces, les uns partant, les autres ne démissionnant pas, d'autres précipitant la prise de pouvoir
• Pourquoi une si grande rapidité ?
Une telle débâcle aux législatives nécessitait de prendre du recul et de la réflexion. Vous rendez-vous compte de ce que vous faites ? Quelle va être la ligne de conduite du groupe socialiste à l'Assemblée ? Qui va parler, et au nom de quoi ?
• Sur qui va s'appuyer le président de la République, seul contre-pouvoir restant face à l'hégémonie de la droite ?
• Quels repères restent-ils aux 20% d'électeurs qui ont voté PS ?
(...) Vos égoïsmes politiques pour le pouvoir sont impardonnables.
• Nous ne voulons pas, à la direction provisoire, les anciens dirigeants du PS, quels qu'ils soient. Ils doivent redevenir des militants de base et mettre les compétences acquises au service du Parti.
• Une direction collégiale provisoire doit être remise en place avec des nouveaux représentants, de toutes les tendances. Cette direction sera chargée de faire l'analyse sans complaisance des années de pouvoir, et de la défaite aux législatives. Elle devra aussi préparer des Etats généraux ouverts à toute la base, en vue d'une reconstruction.
(...) • Pour nous, il n'y a plus de présidentiable : d'ici à deux ans, on aura bien le temps de choisir !
• Il faut maintenant resemer une terre brûlée.
Il y a des militants et des Français à respecter, il y a une espérance à relancer.
Arrêtez le jeu de massacre !
Vous n'avez plus de droits, vous avez des devoirs !

SECTION D'OULLINS (69).

Les militants de la section de Châtenay-Malabry tiennent à affirmer qu'il ne sert à rien d'ajouter des querelles de personnes et d'appareil aux difficultés d'aujourd'hui.
Il ne s'agit pas de désigner tel ou tel responsable de notre défaite. Nous avons tous une part de responsabilité et c'est collectivement que nous devons nous atteler à la reconstruction et à la rénovation du mouvement socialiste d'abord, de la gauche tout entière ensuite.
Les militants de la section de Châtenay tiennent à apporter leur soutien à la direction provisoire désignée par le comité directeur, mais ils tiennent aussi à réaffirmer la nécessité de renouer le dialogue avec les militants et les sympathisants. Dans cette perspective, ils souhaitent que chacun se sente partie prenante des Etats généraux du Parti socialiste.

SECTION DE CHATENAY-MALABRY (92).

La section de Rognes admet le bien-fondé d'un changement à la tête du Parti socialiste et la nécessité d'une restructuration intégrale.
Dénonce le caractère personnel et injuste des événements survenus les 3 et 4 avril 1993.
Regrette la surmédiatisation de ces événements.
Demande que ces changements ne soient pas une rampe de lancement présidentielle, mais la mise en place d'une structure solide et durable et l'avènement d'un nouveau fonctionnement interne.
Précise que la candidature socialiste à l'élection présidentielle n'est pas dans l'actualité immédiate et qu'elle ne pourra être que le fait d'un choix effectué par la majorité des militants.
(...) Demande la prise en compte des idées exprimées par les militants de base et les sympathisants pour une synthèse qui représentera l'idée majeure d'une société à caractère socialiste que chaque candidat, à quelque poste électif que ce soit, s'engagera à mettre en œuvre sans ambition personnelle à caractère immédiat ou historique.
Est prête à apporter sa participation à la tâche commune, dès lors que ce travail sera accompli dans le plus large esprit de rassemblement et d'ouverture.

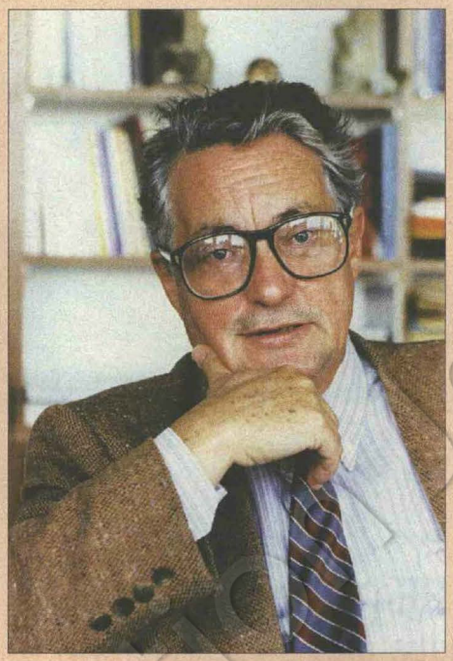
SECTION DE ROGNES (13).

MARC AUGÉ

Voies rapides, échangeurs autoroutiers, hypermarchés, le monde contemporain génère une multiplication de lieux sans âme, des "non-lieux", observe Marc Augé (1). Regard d'un ethnologue sur l'espace, le rejet de l'autre et la solitude.

Qu'est-ce qu'un "non-lieu" ?
Le contraire d'un lieu. Un espace où ne sont symbolisés ni identité, ni relation, ni histoire : les aéroports, les autoroutes, les chambres d'hôtel interchangeables, les moyens de transport... C'est la première fois dans l'histoire de la planète que les non-lieux occupent tant d'espace. Il ne s'agit pas d'opposer un bon lieu, humain, à un mauvais non-lieu, déshumanisé. Vivre dans un petit village où tout le monde vous observe n'est pas toujours agréable. Le lieu a parfois trop d'âme. Il peut être terroriste. Inversement, le non-lieu n'est pas toujours désagréable. Attendre son avion en rêvant, sans être interrompu par personne, peut communiquer un sentiment de paix.
Du côté du lieu, il y a le sens, mais aussi la non-liberté, la contrainte. Du côté du non-lieu, une liberté individuelle qui peut aller jusqu'à l'absurde et la perte d'identité. Lorsque Le Pen parle du cosmopolitisme, il invoque les lieux contre les non-lieux, c'est-à-dire contre les espaces de brassage. Cela dit, il y a des non-lieux dans des endroits où ils n'ont rien à faire. Les vendeurs dans une grande surface ou les pompistes dans une station service participent de la familiarité quotidienne. De même, les gens préfèrent aller au bistrot que boire leur café devant un distributeur automatique !

Pourquoi notre société engendre-t-elle tant de non-lieux ?
La vitesse, les transports, la mondialisation des échanges, de la circulation, de la consommation engendrent la fabrication de lieux interchangeables, identiques partout dans le monde, où l'on passe sans s'arrêter, sans rencontrer personne. Dans un aéroport, un hypermarché, les gens passent les uns près des autres sans aucune nécessité de relation. Un nouveau Jules Verne n'écrirait pas "Le Tour du monde en quatre-vingts jours" -il faudrait vraiment que le passager ralentisse- mais "Le Tour du monde sans un mot". Il pourrait prendre le pari que son héros se donne soixante-douze heures et fait le tour du monde sans prononcer un mot. Au prix d'un sourire ou de quelques mufleries...
Il y a aussi notre manière de regarder le monde. Ainsi, la consommation touristique est souvent un regard abstrait, inattentif aux autres. Les mêmes gens qui vous racontent avec jubilation leurs souvenirs de Marrakech, se scandalisent de prétendues difficultés que créeraient les Maghrébins dans des banlieues qu'ils n'habitent pas ! De même, le jeu des images nous donne



Un nouveau Jules Verne n'écrirait pas "Le Tour du monde en quatre-vingts jours", mais "Le Tour du monde sans un mot".

l'illusion d'une familiarité avec le Texas ou le Kurdistan. Autres exemples de ce rapport illusoire au lieu, les petits écriteaux des autoroutes qui vous indiquent ce que vous verriez si vous vous arrêtiez. En réalité, vous ne vous arrêtez pas, mais vous voyez défiler des pancartes indiquant "Vézelay, colline éternelle", "Village fortifié du XIIe siècle". Nous assistons à une mise en spectacle du monde.
Nous vivons une époque sans précédent. Tout bouge. Le rapport au dogme des religions traditionnelles est bouleversé, partis et syndicats sont en crise. L'adhésion à des valeurs ordonnait le quotidien. Le militant n'est pas nécessairement celui qui discute de l'idéologie tous les jours, pas plus que le catholique ne s'interroge quotidiennement sur le sens de la présence réelle, mais leurs pratiques donnaient du sens à la vie sociale. Entre l'individualisation absolue d'une part et la mondialisation de l'autre, il y a des trous dans la couche idéologique.

Excès d'espace, de temps, d'événements, d'informations, dites-vous. Quelles en sont les conséquences ?
Il y a cinquante ou cent ans, on n'avait pas tous les jours le sentiment d'être dans l'histoire. Aujourd'hui, la radio, la télé donnent l'impression qu'il se passe des événements d'importance historique tous les jours. On a l'histoire sur les talons. S'installe une confusion entre l'histoire et l'actualité. Ces trois excès, de temps, d'espace, d'événements donnent le sentiment d'une perte du sens. Or, ce qui est nouveau, ce n'est pas que le monde ait peu ou pas de sens, c'est que nous éprouvions tous les jours le besoin de lui en donner un. Jadis, dans son village, le sens allait de soi. Aujourd'hui, nous sommes invités à donner un sens à tout, du terrorisme au Pérou à l'islamisme en Algérie.

Va-t-on irrémédiablement vers plus de solitude, comme semble l'exprimer la multiplication des non-lieux ?
La simple coexistence d'individus n'est pas possible. Le lien social se recompose nécessairement. Reste à savoir dans quelles conditions. Le risque existe de chercher des principes d'identité simplistes, comme la revendication d'identité ethnique, la fabrication de l'étranger, le fascisme. Mais on peut aussi et, de ce point de vue, l'enjeu européen est très important, additionner la progression des droits de l'individu, la responsabilisation croissante de chacun. Refonder quelque chose en France ou en Europe implique de ne pas parler en termes simples d'identité nationale mais de relation à l'autre. Le monde a changé. L'autre intéresse moins, ou alors on s'en méfie. Pourquoi l'immigration est-elle vue d'emblée sous son angle problématique ? C'est admettre l'idée d'autres plus autres que les autres, les étrangers. Fabriquer de l'étranger parce qu'on ne sait plus penser l'autre relève de la pathologie sociale. Le statut des étrangers en France, ceux qui ne veulent plus l'être et ceux qui veulent le rester, est une question centrale. Une question que nous avons dans notre histoire toujours bien résolue mais sur laquelle existe un vrai clivage politique. Il n'est pas vrai, qu'excepté Le Pen, tout le monde soit d'accord. Aujourd'hui, on pense l'étrangeté de l'autre, on ne pense pas son altérité. Penser l'altérité, c'est aussi penser l'identité, la relation, le lien. Nous créons des catégories d'exclusion alors que nous sommes faits pour vivre les uns avec les autres.

Propos recueillis par Patricia Jaffray

(1) Dans "Non-lieux", Seuil. Marc Augé est président de l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

VACANCES POUR TOUS

Ligue française de l'enseignement

Vendredi
45.56.78.56 / 78.57

Vacances prix club...
Pour en bénéficier ?
Abonnez-vous !



LAGOS / PORTUGAL

Côte d'Algarve (location de bungalows)

Du 3/4 au 1/5
2 personnes : **1.070 F**
3 personnes : **1.265 F**
4 personnes : **1.315 F**

Du 1/5 au 26/6
2 personnes : **1.515 F**
3 personnes : **1.855 F**
4 personnes : **2.220 F**

Du 26/6 au 3/7
2 personnes : **2.110 F**
3 personnes : **2.415 F**
4 personnes : **2.855 F**

CRETE

Club Yassou (12 km d'Héraklion)

Du 29/3 au11/4
1ère semaine : **2.900 F**
Semaine sup. : **1.250 F**

Du 12/4 au 25/4
1ère semaine : **3.530 F**
Semaine sup. : **1.380 F**

Du 26/4 au 2/5
1ère semaine : **3.255 F**
Semaine sup. : **1.380 F**

Du 3/5 au 6/6
1ère semaine : **3.480 F**
Semaine sup. : **1.600 F**

Du 7/6 au 4/7
1ère semaine : **3.385 F**
Semaine sup. : **1.600 F**

Réduction pour les enfants de moins de 12 ans partageant la chambre de leurs parents.

ILE DE RE (17)

Village-club le Bois-Plage

Du 10/4 au 8/5
10 ans et plus : **1.280 F**
De 6 à 10 ans : **1.025 F**
De 2 à 6 ans : **775 F**
Moins de 2 ans : **650 F**

Du 5/6 au 19/6
10 ans et plus : **1.370 F**
De 6 à 10 ans : **1.060 F**
De 2 à 6 ans : **805 F**
Moins de 2 ans : **670 F**

Du 19/6 au 3/7
10 ans et plus : **1.445 F**
De 6 à 10 ans : **1.110 F**
De 2 à 6 ans : **890 F**
Moins de 2 ans : **740 F**

Pour les séjours, les prix comprennent la pension complète, l'hébergement et un certain nombre d'activités et d'animations proposées par le centre. Assurance annulation en option.

VACANCES LEO-LAGRANGE

RAMATUELLE (83)

Du 1er au 8 mai

Adultes : **1.841 F**
Enfants de 6 à 12 ans : **1.526 F**
Enfants de 2 à 6 ans : **1.274 F**
Enfants de moins de 2 ans : **gratuit**

JE SOUTIENS VENDREDI, MAINTENANT !

Nom .....
Prénom .....
Adresse.....
.....
Code postal.....
Ville .....

"Vendredi" l'hebdo
Abonnement 1 an : 270 F
DOM-TOM / CEE : 400 F
Autres pays : 600 F Institutions : 500 F

"Vendredi" hebdo + "Vendredi-Idées"
Abonnement 1 an : 350 F
DOM-TOM / CEE : 500 F
Autres pays : 700 F Institutions : 700 F

A renvoyer à : "Vendredi" service lecteurs, 10 rue de Solferino, 75333 Paris cedex 07
accompagné, éventuellement, du montant des abonnements.
Chèque à l'ordre de "Vendredi".
Merci de penser à joindre votre bande adresse.